

Services publics : mettre un coup d'arrêt aux privatisations et aux déréglementations

Le gouvernement Raffarin a annoncé une nouvelle vague de privatisations : L'Etat veut se désengager du capital de nombreuses entreprises, il veut ouvrir le capital d'EDF-GDF, accentuer la privatisation d'Air France.

C'est la logique libérale qui continue à dominer la politique des gouvernements. Ces dernières années ont vu se multiplier les attaques contre le secteur public (télécoms, SNCF...), en suivant toujours la même logique : remise en cause des missions de services publics, éclatement des entreprises, ouvertures du capital, filialisations, remise en cause des statuts et des acquis sociaux.

Dans ce sens, le gouvernement est soutenu et précédé par le Medef dont l'objectif est de partout donner l'accès aux investisseurs privés, aux fonds de pension qui exigent la rentabilité immédiate de leurs capitaux, quel qu'en soit le coût pour les entreprises, les salariés et les usagers.

Le bilan lamentable des privatisations

Pourtant ces derniers temps, tout est venu confirmer la nocivité de cette logique : multiplicité des accidents ferroviaires en Grande-Bretagne, obligation pour l'Etat de réinjecter massivement des capitaux dans le rail et l'industrie d'énergie britanniques, fiasco économique et social dans les télécommunications. Les producteurs d'énergie aux USA comme en Europe n'hésitent pas à organiser la pénurie d'électricité (en dissimulant de la production) pour doper les prix.

Les investisseurs privés ont toujours la même attitude : investir le moins possible au péril de la sécurité, retirer le maximum de profits immédiats, remettre en cause les missions de services en se concentrant sur les seules activités les plus ren-

France Télécom : gâchis boursier

Comment une entreprise florissante, dans un secteur en développement, appréciée du public peut se transformer en quelques années, être menacée dans ses activités, et menacer le service qu'elle rend au public ? La transformation de France Télécom en multinationale, par des rachats à l'étranger, a été la première marche vers la crise. Et l'ouverture du capital, même si l'Etat est resté majoritaire, a permis la pression des marchés financiers. Le cours des actions s'est envolé sans rapport avec une réalité industrielle des entreprises ; des licences pour les mobiles ont été achetées à des prix faramineux. Aujourd'hui la bourse est retombée, et l'opérateur public en fait les frais comme de très nombreuses entreprises du secteur. Demain pour maintenir le service, il faudra renflouer les caisses, l'Etat mettra avec le contribuable la main à la poche, alors que tant de fortunes privées se sont déjà faites sur les télécoms.

tables, et en cas de crise grave, appeler à la ressource les fonds publics, suivant le bon vieux principe capitaliste : « privatisation des profits et socialisation des pertes ».

A cela s'ajoute toujours à terme une hausse des tarifs, une inégalité croissante dans les services rendus, des populations entières privées d'accès à des services essentiels (postes, transport,...).

Et inévitablement, des suppressions d'emplois, des licenciements, des baisses de rémunération, des filialisations et des délocalisations. Car la règle du jeu est toujours la même : abaisser le coût du travail pour faire s'élever le cours de l'action !

Mais ils veulent continuer

Pourtant, les gouvernements veulent poursuivre et même accélérer les privatisations et les pro-

le 20 septembre 2002

Sud Energie **Sud** ptt **Sud** Rail **Sud** Aérien **SNMSAC**

Union
syndicale **G10**
Solidaires

cessus de déréglementation sans prendre en compte ces échecs et sans évaluation réelle. Le gouvernement Raffarin ne fait pas exception. Il a annoncé son intention de privatiser à terme toutes les entreprises publiques intervenant dans un secteur concurrentiel, c'est-à-dire que toutes les entreprises publiques deviendraient privatisées.

Dans les premières entreprises touchées on trouve notamment EDF et GDF, Air France. Le risque est de voir se produire en France ce qui est arrivé aux Etats-Unis, sans compter les questions liées à la sécurité du nucléaire qui serait ainsi soumise aux exigences de rentabilité du secteur privé. D'autres entreprises sont aussi menacées comme Thalès ou la Snecma. Si celles-ci ne relèvent pas directement de services publics, la pression directe d'intérêts privés sur la production d'armement en fera une question encore plus difficilement maîtrisable, même si les Etats ne sont pas des modèles de vertu en la matière.

Dans la foulée, chacun sait que la Poste, dont une privatisation n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour, ou la SNCF, pourraient être en totalité ou partiellement concernées demain. Elles sont en tout cas concernées tant pas les critères mis en avant par le gouvernement actuel que par le Medef.

A EDF et GDF

Pour vendre l'ouverture du capital les directions d'EDF et de GDF ont proposé la constitution d'une entreprise du 3ème type : ni service public « ringard », ni entreprise ultra libérale . Mais après seulement quelques mois, cette prétention tourne au fiasco. Il fallait, disait-on, atteindre un seuil critique pour se transformer en multinationale et donc acheter, réorganiser, rentabiliser par tous les moyens et virer du personnel (ce qui fut fait en Argentine, au Brésil et ailleurs). Bref, oublier toute éthique de service public. Aujourd'hui, la majorité de ces opérations se révèle catastrophique. Les comptes d'une entreprise hier en parfait santé sont maintenant dans le rouge.

Le problème c'est que pour en arriver là, EDF et GDF :

- remettent en cause la qualité de ses missions de service public : fermeture d'agences de proximité, fermeture de lieux de paiement, disponibilité amoindrie, perte de compétence collective...
- se sont séparées d'une partie de leur actif.
- et malgré les belles promesses, remettent en cause le statut du personnel.

Finalement, cela ressemble fort à ce qui se fait à France Télécom.

Pour les salariés

Les récentes privatisations se sont en général accompagnées de changements en profondeur de la gestion des personnels. Si dans de nombreux cas, dans la forme, les statuts des personnels ont été maintenus, de nombreux droits ont été remis en cause, et les nouveaux embauchés le sont souvent avec des situations bien dégradées.

La compensation proposée est en règle générale la mise en place de l'actionnariat salarié. Il faut tirer le bilan des anciens de Renault Vilvoorde et de Swissair, salariés-actionnaires licenciés, et celui que tirent aujourd'hui les salariés de France Télécom dont la valeur des actions a fondu comme neige au soleil.

Converger contre les privatisations, et pour les services publics

Face aux attaques annoncées, chaque secteur doit se mobiliser. Mais c'est aussi en faisant converger tous les secteurs concernés que nous aurons une chance de faire reculer le gouvernement. C'est en ce sens que nous travaillons à la mobilisations dans nos entreprises, et que nous nous saisissons de toutes les occasions pour faire converger nos luttes, avec notamment l'appel unitaire «face au marché, le service public», et lors du 3 octobre.

Le 3 octobre, les salariés d'EDF-GDF seront en grève et dans la rue, comme ceux d'Air France, d'autres secteurs seront présents à la manifestation, SNCF, France Télécom, La Poste... Ce sera un premier moment de convergence entre les salariés concernés pour mettre un coup d'arrêt aux projets de privatisation , pour tous ensemble inverser le cours antisocial copiloté par le gouvernement et le Medef.

Ces exigences sont largement partagées par la population, lassée des scandales politico-financiers, des patrons mauvais gestionnaires et pourtant grassement payés en stock-options, de l'accroissement des inégalités. Nos besoins sociaux sont plus légitimes que les exigences des actionnaires.

La manifestation se tiendra à 11h à Nation vers l'Opéra
RDV G10-Solidaires à l'angle du Bd Voltaire